

HAÏTI & COVID-19

RENFORCEMENT DES INÉGALITÉS ET REDÉCOUVERTE DES POTENTIALITÉS



Août 2020

Colette Lespinasse

Cette analyse de Colette Lespinasse, journaliste haïtienne, peut être un excellent outil pédagogique pour réfléchir en groupe. Un jeu des différences et ressemblances peut facilement être organisé : dans la situation haïtienne décrite ici, qu'est-ce qui fait écho à ce que nous connaissons en Belgique avant et depuis l'apparition de la pandémie ? Qu'est-ce qui, au contraire, est différent de chez nous ? Quelle 'leçons', pistes de revendications et d'action peuvent en être tirées ?

Pour aller plus loin, nous conseillons chaleureusement de voir ou revoir le [webinaire](https://www.youtube.com/watch?v=VU_qnh6GH_Y) organisé par Entraide et Fraternité le 18 juin 2020 : https://www.youtube.com/watch?v=VU_qnh6GH_Y

La pandémie de la COVID-19 est venue exacerber des situations sociales et économiques déjà très précaires en Haïti. Elle a aussi mis à rude épreuve des structures étatiques qui ont toujours fait fi des besoins les plus élémentaires de la grande majorité de la population. Mais elle a surtout révélé des inégalités sociales criantes et renforcé les revendications tant de fois exprimées pour un nouvel État capable de créer les conditions d'une vie meilleure pour sa population. Avant l'annonce de la présence de la maladie, le pays faisait déjà face à un ensemble de crises conjuguées : politique, économique, alimentaire, sociale, de gouvernance, etc. Avec la COVID-19, toutes ces crises, sans nouvelles orientations, n'ont contribué qu'à empirer la situation globale du pays.

Eau en abondance, savon, masques et soins. Comment se les procurer ?

Pour se protéger contre le virus, un ensemble d'exigences supplémentaires sont faites à la population, notamment l'utilisation de l'eau et du savon en abondance pour se laver régulièrement les mains. **En l'absence de systèmes réguliers de distribution d'eau, on a demandé à des gens appauvris de se débrouiller seuls** pour trouver ces moyens. Or, on sait bien que la grande majorité de la population n'a pas accès à suffisamment d'eau pour ses besoins quotidiens et qu'il serait, en conséquence, extrêmement difficile pour elle de répondre à ces nouvelles exigences. Déjà en janvier 2019, un rapport de la Banque mondiale informait qu'**entre 1990 et 2015, la part de la population haïtienne ayant accès à des sources d'eau améliorées avait diminuée de 4 % (passant de 62 % à 58 %)**¹. « J'ai bien compris les messages qu'on donne à la radio pour se laver les mains. Mais un seau d'eau de 5 gallons² se vend à 10 gourdes³ sur mon quartier. Le prix du savon augmente tous les jours. J'ai cinq personnes à la maison. Je suis au chômage et nous devons manger. Il m'est vraiment difficile de trouver les moyens pour acheter de l'eau et du

¹ <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2019/01/29/haïti-laccès-a-la-leau-potable-et-a-lassainissement-un-investissement-cle-dans-le-capital-humain>

² un peu moins de 20 litres

³ 0,07€

savon pour nous laver les mains, de temps en temps, comme recommandé », nous commentait une mère de famille.

La COVID-19 réquisitionne les services de santé de tous les pays affectés pour prodiguer des soins aux malades. Le 19 mars 2020, lorsque le président de la République a décrété l'état d'urgence sanitaire suite à la découverte des deux premiers cas, il était incapable de mobiliser les structures sanitaires nécessaires pour faire face à la situation. En effet, la plupart d'entre elles sont privées, et les structures publiques, dans leur grande majorité, sont paralysées par des grèves pour non-paiement de salaires ou pour manque de matériel. **Depuis longtemps, l'État a abandonné la population à son sort en matière de santé. Haïti est l'un des rares pays au monde où le système de santé est contrôlé à plus de 70% par le privé.** En 2011, selon une enquête réalisée sur le système de santé du pays, sur 908 institutions sanitaires, seulement 278 étaient publiques, 416 étaient privées, les 211 restantes étaient mixtes⁴. Les investissements consentis dans le système de santé demeurent faibles et sont surtout concentrés dans les villes.

Haïti figure encore parmi les rares pays au monde à se baser sur des allocations anémiques du Trésor public et sur l'assistanat international pour répondre à ses obligations de garantir le droit à la santé de sa population, dénonçait en 2012 M. Ronald V. Laroche dans un texte sur le financement du système de santé en Haïti. Dans ces conditions, ce sont encore les ménages appauvris qui doivent se débrouiller pour se soigner. « *La contribution des ménages aux dépenses totales de santé était de 30,1%, celle de l'État de 9,7% en 2014. L'incidence des dépenses de santé sur le niveau de vie d'une grande partie de la population est catastrophique* », déplorait Prospéry Raymond du CLIO, dans un texte publié en 2018⁵.

Médecine traditionnelle : refuge des pauvres, savoir-faire valorisé

Cette fois-ci, l'aide internationale n'a pas été abondante pour accourir au chevet d'Haïti. Le peuple haïtien a dû d'abord compter sur ses propres ressources. Les recettes traditionnelles d'infusions, de mélanges de racines et autres, et utilisant largement la pharmacopée locale, ont été mises à profit tant à l'intérieur du pays que dans sa diaspora. Les témoignages sont nombreux prouvant l'efficacité de certaines recettes. Informés sur ce qui se passait à l'étranger où les hôpitaux étaient débordés et connaissant la réalité du système sanitaire de leur pays, **les Haïtiens et Haïtiennes ont vite recouru à la médecine traditionnelle et jusqu'à présent, ils s'en sont plus ou moins bien sortis.** Cela a suscité tout un débat autour du rôle accordé à la médecine traditionnelle dans le système de santé. Si la majorité du corps médical et des pharmaciens continuent de mépriser cette médecine, la COVID-19 aura au moins permis **une certaine revalorisation des connaissances des « médecins feuilles haïtiens »**. Mais on se demandera quand même pourquoi tant de mépris pour toutes ces connaissances mobilisées quotidiennement par la population...

⁴ Rapport cartes de santé sanitaires, Septembre 2011

⁵ Prospéry Raymond, Cadre de Liaison Inter-organisations (CLIO), dans « Haïti : les dépenses de santé des ménages 3 fois supérieures à celles de l'État », texte publié dans le Nouvelliste le 17 décembre 2018

Insécurité alimentaire et intérêt pour l'agriculture familiale paysanne

En Haïti, après la santé, l'alimentation est le deuxième secteur fortement affecté par la COVID-19. Cette pandémie est venue aggraver une situation déjà alarmante. Pour le premier trimestre de 2020, on prévoyait qu'environ 4,2 millions de personnes (plus d'un quart de la population) seraient atteintes d'insécurité alimentaire. Dans un contexte où plus de 50% de la consommation alimentaire locale est assurée par des produits importés, le ralentissement des entrées de devises dues à la diminution de l'aide internationale et des transferts en provenance de l'étranger a eu de graves conséquences sur les prix des produits de première nécessité. Certains d'entre eux, de grande consommation comme **le riz, les haricots, l'huile, ont connu des augmentations de plus de 200%**. Parallèlement, de nombreuses personnes ont perdu leurs emplois ou ont été mises en chômage technique, réduisant ainsi leurs moyens de subsistance.

Mais la COVID-19 a aussi permis de sortir le système agricole national de l'oubli. En effet, face à l'éventualité d'une pénurie alimentaire, **de nombreux regards se sont tournés vers l'agriculture familiale et la paysannerie**. Brusquement, on s'est souvenu qu'il existait un système national de production agricole et l'on a commencé à recommander la mise en terre de produits à cycle court. Soudainement, **le concept de la souveraineté alimentaire a revêtu tout son sens**. Et certains ont commencé à questionner le choix politique de faire reposer la sécurité alimentaire de toute une population sur des importations, aux dépens de l'agriculture locale.

Dans cette situation, la paysannerie représente une soupape de sécurité pour les citoyens. Ces derniers, quand ils sont en difficulté, retournent souvent dans leurs familles en milieu rural où il y a plus de tranquillité et surtout, la possibilité de trouver quelque chose à se mettre sous la dent. Malgré le processus de paupérisation de la paysannerie, cette habitude n'a pas changé. Dans le contexte actuel, **de nombreuses familles ont décidé de retourner dans leurs villages. La paysannerie**, qui faisait déjà face à une situation d'insécurité alimentaire et à une sécheresse prolongée, a dû accueillir des membres de familles en quête de santé et de bien-être. C'est donc l'un des segments de la population qui **a fortement porté le poids de la mauvaise gestion de la crise sanitaire**. Il est à noter que, selon un rapport publié par l'ONG internationale Oxfam au début juillet 2020, Haïti figure parmi les dix pays au monde les plus touchés par l'insécurité alimentaire dans le cadre de la COVID-19. Les femmes et les ménages dirigés par des femmes sont davantage exposés à la faim, relève encore le rapport. *« Productrices et travaillant dans le secteur alimentaire, les femmes jouent pourtant un rôle essentiel. Cette situation vulnérable s'ajoute aux inégalités systémiques que subissent les femmes, qui gagnent moins et possèdent moins d'actifs que les hommes. Elles représentent en outre une part importante des groupes les plus touchés par la pandémie, comme la main-d'œuvre informelle, et doivent absorber la hausse du travail de soins non rémunérés, avec la fermeture des écoles notamment »* a fait remarquer OXFAM⁶.

Education à distance ou réduction de l'accès à l'éducation ?

L'éducation, l'un des services pour lesquels les parents haïtiens se sacrifient, a été mise à rude épreuve par la COVID-19. Les écoles sont fermées depuis le 20 mars après l'apparition des

⁶ Le virus de la faim : comment le coronavirus sème la faim dans un monde affame, Document d'information medias d'Oxfam, 9 juillet 2020

premiers cas. À la mi-juillet, elles n'étaient pas encore rouvertes. Quelques écoles fréquentées par des élèves dont les familles ont un peu de moyens ont eu recours des technologies numériques pour poursuivre les cours à distance. D'autres ont trouvé des stratégies de travail en petits groupes pour maintenir le contact avec les élèves. Mais **dans la grande majorité des cas, les enfants sont restés déconnectés de l'école**. Le gouvernement a validé les formations faites à distance, créant ainsi un plus grand fossé entre les différentes catégories d'écoles. **Nombreux sont les enfants qui risquent de décrocher durablement car leurs parents se trouveront incapables de payer une nouvelle année scolaire. En effet, tout comme la santé, l'éducation en Haïti est privée et financée par les familles à 80%**. Sans une prise en charge au plus haut niveau, le nombre d'enfants ayant accès à l'éducation risque de chuter drastiquement.

La fermeture des écoles a entraîné la mise au chômage de milliers d'enseignants. Les directions des écoles privées n'ont pas pu garantir le paiement des salaires, et l'appui promis par le président aux écoles privées ne s'est jamais concrétisé. Des écoles très pauvres risquent de leur côté de faire faillite. Les stratégies annoncées par le Ministère de l'Éducation Nationale pour la prochaine rentrée ne visent qu'à maintenir le système en vie, sans le toucher, laissant sur le pavé des milliers d'enfants en dehors de l'école. Encore une fois, ce sont les plus pauvres qui seront mis de côté. La COVID-19 a mis en lumière la nécessité de repenser le système éducatif haïtien pour garantir à tous les enfants le respect du droit à l'éducation.

Besoin d'un autre regard sur soi et sur le monde

La COVID-19 a mis à nu le cynisme d'**un système économique international où prédominent les intérêts des plus riches au détriment de la solidarité et de la santé des plus pauvres**. Nous avons été sidérés de constater comment le gouvernement haïtien, sous la pression du secteur de la sous-traitance, au fort de la pandémie, a exigé la réouverture des manufactures pour, a-t-il dit, « *garantir l'entrée de devises dans le pays dans un contexte de rareté et profiter de certaines opportunités de commandes* ». Les ouvriers ont dû se mettre debout pour exiger des mesures de protection et leurs cris ont été peu entendus. Leur droit à la santé a été sacrifié sur l'autel des besoins en devises.

La COVID-19 est mondiale mais ses répercussions sont locales. Les messages véhiculés dans le cadre de cette maladie ont malheureusement renforcé les tendances à l'individualisme plutôt qu'à la solidarité et contribué à l'appauvrissement des couches les plus vulnérables. Mais **elle nous a aussi rappelé qu'il n'existe qu'un seul monde et que les responsabilités sont partagées**. Les milliards de dollars possédés ne suffisent pas pour garantir une vie exempte de virus et de complications. En Haïti, des gens très riches, qui ne se sont jamais préoccupés de l'état lamentable du système de santé du pays, n'ont pas eu la possibilité de voyager à l'étranger pour aller se faire soigner, comme c'est devenu la coutume, car toutes les portes ont été fermées. La COVID-19 nous rappelle le besoin d'un grand changement dans notre monde et en Haïti. Elle nous a donné de nombreuses leçons et exige **l'orientation de nos efforts, qu'ils soient mondiaux ou locaux, vers plus d'équité et de justice sociale, une nouvelle distribution des ressources et un plus grand engagement des citoyens et citoyennes**. Nous n'existons pas sans les autres et notre société n'a aucun sens sans aucune préoccupation pour l'autre.